



F.S.U. Déclaration liminaire CDEN du 14 novembre 2019

Malgré une volonté d'atténuer son discours, le gouvernement poursuit avec détermination la mise en œuvre de son agenda libéral. Certes, il tente depuis la fin du mois d'août une opération-séduction, visant à laisser croire qu'il entre dans une deuxième phase de la mandature, plus sociale. Or, il n'en est rien. Les annonces autour de la future réforme des retraites ne font que le confirmer. Et dans le domaine de l'éducation, il n'y a rien de plus que le ministre pour communiquer sur une rentrée réussie. Sur le terrain, les difficultés s'accroissent et elles sont nombreuses. Les annonces sur une prétendue revalorisation salariale et la possibilité d'imposer jusqu'à 5 jours de formation sur les congés sont de véritables provocations. Le ton apparemment plus apaisé ne trompe pas les personnels.

La rentrée dans le 1^{er} degré s'est faite de manière désorganisée pour un certain nombre d'équipes enseignantes. Les modifications des règles d'affectation des mouvements intra-départementaux et les nominations tardives ont impacté les écoles, ne permettant pas d'envisager la rentrée sereinement, et ont impacté les collègues, mettant en péril tant leur vie professionnelle que personnelle.

Pour la rentrée 2020, si l'on prend en compte toutes les annonces pour le 1^{er} degré : GS dédoublées en REP+, maintien du cap du dédoublement des CE1 en REP, pas plus de 24 élèves en GS-CP-CE1 hors éducation prioritaire, le ministère de l'éducation nationale a intérêt à alerter rapidement son homologue du budget et des finances, pour que la prochaine dotation permette d'atteindre les objectifs fixés par le gouvernement.

Le climat de prescriptions et d'injonctions continue à se déployer heurtant l'éthique professionnelle des enseignant-es. Organisation des écoles, méthodes, manuels, guides divers et variés, évaluations nationales standardisées... nous attendons que l'institution joue réellement, sur le terrain, la carte de la confiance envers les professionnels que nous sommes. Il est urgent de reconstruire le respect du travail de chacun mis à mal par des réformes et le « new management public » destructeurs alors que c'est de considération, de soutien et de protection dont ont besoin les enseignant-es. Rappelons la réalité, 52 enseignant-es se sont suicidés l'année dernière et 11 de nos collègues ont choisi de mettre fin à leur jours depuis cette rentrée.

En collègue, la rentrée n'a pas été plus réussie. Les effectifs ont été sous évalués comme le montre le constat à cette rentrée. Le manque patent de moyens se traduit par une nette dégradation des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des enseignant-es, par des classes surchargées à certains niveaux dans une large majorité d'établissements. Cette carence n'a pas permis, dans de nombreux établissements, d'ouvrir des divisions pour faire face au flux d'élèves. Quant à l'éducation prioritaire, le ministre s'emploie à déminer le terrain en répétant à qui veut l'entendre que le rapport Mathiot-Azema n'est qu'un rapport. Mais les premières pistes sont inquiétantes : en renvoyant vers les rectorats, la construction de la carte des REP, le ministère ouvre la porte à une délabellisation rampante, qui reviendrait à faire gommer progressivement la spécificité de ces établissements. Rien n'est dit de la situation des lycées, toujours laissés en dehors de la carte de l'éducation prioritaire depuis 2014. En parallèle, le ministre fait l'éloge des cités éducatives qui sont davantage un outil de la politique de la ville plutôt que de l'Éducation nationale.

Contrairement aux promesses gouvernementales pour une rentrée 2019 placée "sous le signe de la maturité et de la réussite", les accompagnant-es d'élèves en situation de handicap (AESH) vivent une dégradation de leurs conditions de travail : temps incomplets subis, non-renouvellements, salaires non versés avec des acomptes souvent indécents, affectations aberrantes, attente insupportable des documents administratifs, services de gestion saturés.

Une rentrée pénible également pour les administratifs qui font les frais des suppressions de postes dans un contexte d'ouvertures d'établissement et de conditions d'exercice encore dégradées.

La réforme des retraites à venir est un autre motif de la colère des personnels. La FSU réaffirme son attachement au principe de solidarité intergénérationnelle et au code des pensions, élément constitutif du statut des fonctionnaires. Elle combattra, avec les personnels, les projets du gouvernement et appelle les collègues à se mettre en grève le 5 décembre.

Enfin, malgré l'opposition unanime des organisations syndicales représentatives, la loi dite "de transformation de la fonction publique" a été promulguée le 6 août dernier. Elle fait voler en éclats une série de dispositions statutaires qui organisaient notamment des garanties collectives. Elle aura des conséquences concrètes néfastes pour les personnels. La FSU la dénonce fermement.

Dans diverses circonstances et à diverses occasions, dans la rue, lors des débats publics, dans les instances auxquelles sont encore conviés les représentants des personnels, des citoyens, usagers interpellent les élus, les décisionnaires sur les choix politiques cruciaux qui se font aujourd'hui. Nous aussi, aujourd'hui, nous profitons de ce moment pour vous adresser, à vous, messieurs les élus et cadres de la fonction publique une question :

Êtes-vous prêts à participer à la destruction des vecteurs d'égalité de cohésion sociale et des amortisseurs de la crise mis en place par le Conseil National de la Résistance pour servir les intérêts particuliers qui attendent, la bouche ouverte, que s'ouvrent les marchés de la santé de l'éducation et des retraites par capitalisation ?

Ou bien : Êtes-vous prêts à mettre en place, en acte, des résistances au démantèlement au Service Public dans le respect de votre responsabilité d'élu, de cadre, d'œuvrer à l'intérêt général ?

Les élu-es du personnel de la FSU du Jura